

Extrait du Parti Ouvrier Indépendant (POI)

<http://www.parti-ouvrier-independant.com/spip>

La lettre de Daniel Gluckstein et Gérard Schivardi

- Qui sommes nous ? - Notre Histoire -

Date de mise en ligne : jeudi 10 avril 2008

Parti Ouvrier Indépendant (POI)

Paris, le 10 avril 2007

Madame, monsieur, cher(e) ami(e), cher(e) camarade,

Vous le savez car nous agissons en commun depuis un certain temps, les deux signataires de cette lettre ont des origines politiques et des parcours différents. L'un est maire, conseiller général, il a été membre du Parti socialiste durant vingt-cinq ans et se considère plus que jamais aujourd'hui comme un authentique socialiste, laïque, républicain. L'autre est secrétaire national du Parti des travailleurs, un parti fondé sur une charte qui stipule « la reconnaissance de la lutte de classe, la laïcité de l'école et de l'Etat, l'abrogation des institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Union européenne, l'indépendance réciproque des partis et des syndicats ». Mais c'est en commun que nous menons la campagne à l'occasion de l'élection présidentielle.

Et c'est en commun que nous nous adressons à vous, aujourd'hui, pour vous poser la question : l'heure n'est-elle pas venue d'aller plus loin ensemble ?

Cette proposition vient d'une réflexion que nous avons menée ensemble. Nous nous sommes posé la question : pourquoi toutes ces tentatives, depuis des mois, pour empêcher la candidature et la campagne de Gérard Schivardi ?

Qu'avons-nous dit pour justifier ces mesures d'exception ?

Par cette candidature de maires, d'élus, de syndicalistes, soutenue par le Parti des travailleurs : " Nous avons dit : l'ouvrier a le droit de vivre de son travail, le paysan a le droit de vivre du produit de sa terre, la jeunesse a le droit d'étudier et de bâtir son avenir. " Nous avons dit : les 36 000 communes ont le droit de s'administrer librement, les écoles, les bureaux de poste, les maternités, les hôpitaux de proximité doivent être rétablis. " Nous avons dit : les privatisations, les délocalisations, les restructurations, les plans de licenciements et de démantèlement de l'industrie, qui ne sont pas inévitables, doivent cesser. Des mesures simples comme la renationalisation d'Airbus peuvent éviter l'hémorragie des emplois. En un mot, nous avons dit : la nation veut vivre, la nation doit vivre, et, pour cela, il faut rompre avec Maastricht et l'Union européenne, et avancer vers l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe. Ce message, ne faudra-t-il pas le porter au-delà de l'élection présidentielle, dans les élections législatives, et encore après ? Quel que soit le résultat, ces élections porteront un coup fatal aux partis politiques, et particulièrement aux partis dits « de gauche », qui, dans leur histoire, renvoient (même si c'est de manière lointaine et déformée) au mouvement ouvrier.

L'heure n'est-elle pas venue de reconstruire un authentique parti ouvrier indépendant ?

Nous savons qu'un acte fondateur du mouvement ouvrier international fut la constitution de la Première Internationale (1863), regroupant en son sein tous les courants du mouvement ouvrier : réformistes, mutualistes, proudhoniens, anarchistes, divers socialistes, certains marxistes, d'autres non... A l'heure où le capital financier international, ses gouvernements et ses institutions remettent en cause l'existence des nations, des partis, des syndicats et de toutes les formes organisées de la démocratie politique, n'est-il pas de notre responsabilité de reprendre le même chemin ? Cinq ans d'activité commune pour la défense des 36 000 communes et des services publics, puis dans le cadre du Comité national pour la victoire du vote non à la Constitution européenne, prolongé par le Comité national pour la reconquête de la démocratie, et enfin la campagne autour de la candidature de Gérard Schivardi, ont montré que les forces existent pour la constitution d'un tel parti ouvrier.

Vous êtes nombreux, nous sommes nombreux :

La lettre de Daniel Gluckstein et Gérard Schivardi

Vous, les maires qui avez donné à cette campagne son caractère spécifique, dans lequel la démocratie politique, particulièrement concentrée dans l'existence des communes, s'est portée aux avant-gardes du combat. Vous, les militants du Parti des travailleurs, qui, avec vos traditions, avez joué un rôle majeur dans ces campagnes et leur organisation. Vous, les militants syndicalistes, qui avez joué et jouez un rôle essentiel dans les grandes luttes de classe qu'a connues notre pays ces dernières années. Depuis le mouvement de millions et de millions contre le plan Juppé en 1995, le mouvement contre la loi Fillon et contre la régionalisation en 2003 (de nouveau en 2006, avec les jeunes, contre le CPE) ; vous qui êtes confrontés aux pressions exercées au nom de la « gouvernance mondiale » visant à transformer vos organisations syndicales en simples relais des diktats des fonds de pension et des institutions internationales du capital. Vous, les militants laïques, attachés à la République une et indivisible, qui vous dressez aujourd'hui contre son démantèlement dicté par l'Union européenne. Vous, les jeunes, les travailleurs, les mères de famille, les viticulteurs, les agriculteurs, les chômeurs, les retraités, qui vous êtes investis avec enthousiasme, depuis le début, dans cette campagne, parce qu'elle ouvre une issue aux préoccupations qui sont les vôtres. Vous tous, militants issus des principaux courants du mouvement ouvrier, issus de la social-démocratie, réformistes, issus du Parti communiste, trotskystes, anarchos-syndicalistes... Pouvons-nous nous regrouper durablement en un authentique parti ouvrier ? Sur quelles bases ?

Ce cadre, estimons-nous, a été fixé tout au long de notre campagne. Nous avons dit, écrit, répété : pour la défense des services publics ; pour la reconquête de la démocratie politique et sociale ; pour la défense des 36 000 communes, contre les regroupements forcés ; contre la désertification industrielle et rurale ; pour la République laïque ; pour la rupture avec le traité de Maastricht, l'Union européenne et ses directives ; pour l'arrêt des privatisations, pour la renationalisation d'Airbus et des secteurs clés de l'industrie. Ce qui signifie que, pour nous, et contrairement à ce qu'on entend de toute part : Il y a toujours place pour la démocratie politique et la démocratie sociale, qui met à l'ordre du jour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine chargée de définir les formes et le contenu de la démocratie ; Les institutions démocratiques issues de la Révolution française, de la République une, indivisible et laïque, liées à l'existence des 36 000 communes, n'appartiennent pas au passé ; à l'inverse, elles constituent le socle à partir duquel tout peut et doit être reconquis, reconstruit, rebâti. Les conquêtes arrachées par deux siècles de combat ouvrier sont le principal levier du progrès social, et l'on ne saurait y renoncer sous prétexte de la « crise », de la « mondialisation » ou de la « gouvernance mondiale ». Dans un système capitaliste fondé sur l'exploitation, les travailleurs ont le droit imprescriptible de disposer d'organisations indépendantes pour défendre leurs intérêts particuliers.

Sur ces bases, madame, monsieur, cher(e) ami(e), cher(e) camarade, nous vous proposons de constituer avec nous un comité provisoire pour un parti ouvrier, comité provisoire qui serait chargé d'organiser la libre discussion entre tous ceux qui partagent cet objectif, afin d'en jeter les bases politiques et d'organisation, ensemble.

Pouvons-nous compter sur vous ?

Bien fraternellement

Gérard SCHIVARDI - Daniel GLUCKSTEIN

Je suis d'accord pour participer au comité provisoire pour un parti ouvrier : Prénom et nom :

..... Qualité :

..... Signature :